

2° au respect des mesures de redressement qui seront, le cas échéant, adoptées par le conseil communal en vue d'assurer l'équilibre financier de la commune et le remboursement des emprunts garantis par la Région de Bruxelles-Capitale.

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale détermine la réaffectation des montants qui ne seraient pas octroyés par application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° ou 2°.

Art. 17. Le montant global attribué à la commune de Saint-Josse-ten-Noode en vertu du présent arrêté est diminué de 49,9 millions de francs.

Art. 18. Le montant global attribué à la commune de Forest en vertu du présent arrêté est augmenté de 49,9 millions de francs.

Art. 19. Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1990, à l'exception de l'article 16 qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1991.

Art. 20. Les articles 14 et 15 du présent arrêté sont applicables aux montants octroyés aux communes sur l'article 60.08 A de la section 32 du titre IV (partie 1<sup>er</sup>) du budget du Ministère de la Région bruxelloise pour l'année budgétaire 1989.

Art. 21. Le Ministre de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale ayant les pouvoirs locaux dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 juin 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,  
chargé de l'Aménagement du Territoire,  
des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,  
Ch. PICQUE

Le Ministre chargé des Finances, du Budget, de la Fonction  
publique  
et des Relations extérieures,  
J. CHABERT

Le Ministre chargé du Logement, de l'Environnement,  
de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau,  
G. DESIR

Le Ministre chargé de l'Economie,  
R. GRIJP

Le Ministre chargé des Travaux publics, des Communications  
et de la Rénovation des Sites d'Activités économiques désaffectés,  
J.-L. THYS

2° de eerbiediging van de herstelmaatregelen, die zo nodig door de Gemeenteraad zullen worden aangenomen ten einde het financieel evenwicht van de gemeente te verzekeren evenals de terugbetaling van de door het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest gegarandeerde leningen.

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve bepaalt de heraanwending van de bedragen die niet toegekend werden met toepassing van het eerste lid, 1° of 2°.

Art. 17. Het totale bedrag toegekend aan de gemeente Sint-Joosten-Node krachtens dit besluit wordt verminderd met 49,9 miljoen frank.

Art. 18. Het totale bedrag toegekend aan de gemeente Vorst krachtens dit besluit wordt verhoogd met 49,9 miljoen frank.

Art. 19. Dit besluit wordt van kracht op 1 januari 1990, met uitzondering van artikel 16 dat op 1 januari 1991 van kracht wordt.

Art. 20. De artikelen 14 en 15 van dit besluit zijn van toepassing op de bedragen toegekend aan de gemeenten op artikel 60.08 A van sectie 32 van titel IV (Deel I) van de begroting van het Ministerie van het Brusselse Gewest voor het begrotingsjaar 1989.

Art. 21. De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve wordt bevoegd voor ondergeschikte besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 juni 1991.

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,  
belast met Ruimtelijke Ordening,  
Ondergeschikte Besturen en Tewerkstelling,  
Ch. PICQUE

De Minister belast met Financiën, Begroting, Openbaar ambt  
en Externe betrekkingen,

J. CHABERT

De Minister belast met Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud  
en Waterbeleid,

G. DESIR

De Minister belast met Economie,

R. GRIJP

De Minister belast met Openbare Werken, Verkeer  
en Vernieuwing van Afgedankte Bedrijfsruimten,

J.-L. THYS

F. 91 — 3262

5 SEPTEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au crédit complémentaire spécial aux communes en matière de propreté publique

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 1<sup>er</sup> de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises;

Vu la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, notamment l'article 9, § 4, alinéa 3, modifiée par la loi du 28 juin 1989;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que la propreté de la ville étant une priorité que s'est fixée l'Exécutif, il a décidé de répartir en faveur des communes des moyens consacrés aux tâches de nettoyage (en ce compris le balayage) de la voie et des espaces publics; que, dès lors, il importe d'en fixer sans délai le mode de répartition, les conditions d'octroi et les modalités de financement;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

N. 91 — 3262

5 SEPTEMBER 1991. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve betreffende het bijkomend krediet aan de gemeenten met betrekking tot openbare reinheid

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op artikel 1 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de rijkscomptabiliteit, inzonderheid op artikel 9, § 4, derde lid, gewijzigd bij de wet van 28 juni 1989;

Gelet op de wetten op de Raad van Staat gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat, de reinheid van de stad een prioriteit zijnde die de Executieve zich gesteld heeft, zij heeft besloten ten bate van de gemeenten middelen te verdelen besteed aan de reinigingswerken erbij inbegrepen het vegen) van de openbare wegen en ruimten; dat het, diensgevolge, van belang is er zonder dralen de manier van verdelen, de toekenningsvoorwaarden en de financieringsmodaliteiten van vast te leggen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Sur la proposition du Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, Ministre de l'Aménagement du Territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans la limite des crédits budgétaires prévus à cette fin à l'allocation de base 43.27, activité 1, du programme 03, de la division 14 du budget des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale, il est octroyé aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale un crédit complémentaire spécial en matière de propreté publique pour le nettoyage (en ce compris le balayage) de la voie et des espaces publics.

**Art. 2.** L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale fixe le montant attribué à chaque commune en fonction de :

a) la densité de la population, établie par l'Institut national de Statistiques sur base de la superficie totale du territoire communal, déduction faite des terres agricoles et des bois;

b) la longueur de la voirie sur le territoire communal, telle que reprise dans le budget communal.

**Art. 3.** Chaque commune doit établir un programme portant initialement sur les années 1991-1992-1993 reprenant, d'une part, les besoins et principaux axes de sa politique en matière de propreté publique et, d'autre part, les initiatives nouvelles qu'elle compte prendre.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** Le conseil communal doit approuver le projet de convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune fixant l'affectation et les modalités d'utilisation du crédit alloué.

Ce projet de convention comprendra en annexe le programme visé à l'article 3 et prévoira :

a) la réparation du crédit alloué en frais de personnel et en frais d'investissement en matériel, en ce compris les frais de fonctionnement y afférent;

b) les lieux d'intervention prioritaires et la description des modalités d'action en rapport avec les objectifs de nettoyage de la voie et des espaces publics;

c) l'intervention du service de propreté régional comme partenaire prioritaire de la commune, dans le respect de la loi sur les marchés publics, pour les interventions, actions et initiatives où les services communaux ne seraient pas le seul exécutant;

d) l'application par les communes des dispositions en matière de propreté contenues dans les règlements de police communaux et d'agglomération et dans l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 mars 1990 relative à la prévention et à la gestion des déchets.

§ 2. Toutes les procédures légales communales d'approbation et de ratification doivent être accomplies de manière à permettre la signature de la convention au plus tard le 31 octobre 1991.

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** L'Exécutif approuve les conventions.

§ 2. Sans préjudice du § 1<sup>er</sup>, les procédures de tutelle administrative sont d'application sur toutes les délibérations en cause.

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** L'achat du matériel prévu par les conventions sera centralisé et réalisé pour le compte des communes par les soins du service régional de propreté publique, dans le respect de la législation des marchés publics.

§ 2. Les conventions devront préciser le type, le mode d'acquisition et d'identification régionale du matériel à acquérir par la commune en vue de leur réalisation.

**Art. 7.** Dès approbation de la convention par l'Exécutif, une tranche de 10 douzièmes du crédit attribué sera libérée au profit de la commune.

Le solde sera, quant à lui, libéré après présentation d'un rapport d'activités et des pièces justificatives visées à l'article 8, § 2 ci-dessous.

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** Sont seuls pris en considération les frais directement liés aux actions prévues par la convention et qui n'auraient pas été occasionnés ailleurs que dans le cadre de cette convention.

§ 2. Pour être prise en compte par l'Exécutif, toute dépense sera justifiée par facture ou document officiellement établi.

Op de voordracht van de Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve, Minister van Ruimtelijke Ordening, Ondergeschikte Besturen en Tewerkstelling.

Besluit :

**Artikel 1.** Binnen de perken van de voor dit doel voorziene begrotingskredieten in de basistoelage 43.27, activiteit 1, van het programma 03, van afdeling 14 van de uitgavenbegroting van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, wordt aan de gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest een speciaal bijkomend krediet toegekend inzake openbare reinheid voor het schoonmaken (hierbij inbegrepen het vegen) van de openbare wegen en ruimten.

**Art. 2.** De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve stelt het aan elke gemeente toegekende bedrag vast in functie van :

a) de bevolkingsdichtheid, vastgesteld door het Nationaal Instituut voor Statistiek op basis van de totale oppervlakte van het gemeentelijk grondgebied, met aftrek van de landbouwgronden en de bossen;

b) de lengte van het wegennet op het gemeentelijk grondgebied, zoals vermeld staat in de gemeentebegroting.

**Art. 3.** Elke gemeente moet een programma opstellen, in eerste instantie voor de jaren 1991-1992-1993, waarin enerzijds de noden en de voornaamste lijnen van haar beleid inzake openbare reiniging opgenomen zijn en anderzijds de nieuwe initiatieven die zij van plan is op dit vlak te ontplooiën.

**Art. 4. § 1.** De gemeenteraad moet de ontwerpovereenkomst tussen het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente waarin de bestemming en de gebruikswijzen van het toegekende krediet vastgelegd worden.

Deze ontwerpovereenkomst moet in bijlage het in artikel 3 genoemde programma bevatten en voorzien in :

a) de onderverdeling van het toegekende krediet in personeelskosten en investeringskosten en investeringskosten voor het materieel, hierbij inbegrepen de ermee samenhangende werkingskosten;

b) de aanwijzing van de prioritaire interventiegebieden en beschrijving in verband met het na te streven doel tot reiniging van de openbare wegen en ruimten;

c) de tussenkomst van de gewestelijke reiningsdienst als bevoorrechte partner van de gemeente, voor de tussenkomst, acties en initiatieven waarvan de gemeentelijke diensten niet de enige uitvoerders zouden zijn;

d) de toepassing door de gemeenten van de bepalingen inzake reinheid die vervat zijn in de reglementen van de gemeentepolitie en van de agglomeratie en in de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest van 7 maart 1990 betreffende de preventie en de verwerking van het huisvuil.

§ 2. Alle wettelijke gemeentelijke goedkeurings- en bekrachtigingsprocedures moeten zodanig uitgevoerd worden dat de ondertekening van de overeenkomst ten laatste op 31 oktober 1991 kan plaatsvinden.

**Art. 5. § 1.** De Executieve keurt de overeenkomsten goed.

§ 2. Onverminderd § 1 zijn de procedures inzake administratief toezicht van toepassing op alle betrokken besluiten.

**Art. 6. § 1.** De aankoop van het in de overeenkomsten voorziene materieel zal gecentraliseerd worden en uitgevoerd voor rekening van de gemeenten door de gewestelijke dienst voor openbare reiniging, met inachtneming van de wetgeving inzake de overheidsopdrachten.

§ 2. De overeenkomsten moeten preciseringen bevatten over, het type, de manier waarop de aankoop moet gebeuren en de wijze waarop de gewestelijke identificatie moet aangebracht worden op het door de gemeente aan te kopen materiaal — met het oog op de correcte uitvoering van de aankopen.

**Art. 7.** Zodra de overeenkomst goedgekeurd is door de Executieve, zal een schijf van 10 twaalfden van het toegekende krediet vrijgemaakt worden ten voordele van de gemeente.

Het resterende deel zal vrijgemaakt worden na voorlegging van een activiteitenverslag en van de bewijsstukken waarvan sprake is in het artikel 8, § 2 hieronder.

**Art. 8. § 1.** Enkel de kosten die in direct verband staan met de in de overeenkomst voorziene reinigungsacties en die niet veroorzaakt werden buiten het kader van deze overeenkomst zullen in aanmerking genomen worden.

§ 2. Om in aanmerking genomen te worden door de Executieve, moet elke uitgave verantwoord worden door middel van een factuur of door een officieel opgesteld document.

Art. 9. § 1<sup>er</sup>. L'Exécutif pourra demander, en tout temps, toutes les pièces et toutes les informations lui permettant de procéder à l'évaluation de la réalisation des conventions.

§ 2. L'Exécutif se réserve le droit de suspendre ou de retirer son soutien à tout projet jugé éloigné des intentions initiales.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1991.

Art. 11. Le Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, Ministre de l'Aménagement du Territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi est chargé de l'Exécution du présent arrêté et de la signature des conventions.

Bruxelles, le 5 septembre 1991.

Le Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,  
Ministre de l'Aménagement du Territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,

Ch. PICQUE

Le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique  
et des Relations extérieures,

J. CHABERT

Le Ministre du Logement, de l'Environnement,  
de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau,

G. DESIR

Le Ministre de l'Economie,

R. GRUJ

Le Ministre des Travaux publics, des Communications  
et de la Rénovation des Sites d'Activités économiques désaffectés,

J.-L. THYS

Art. 9. § 1. De Executieve kan, op ieder ogenblik, alle stukken en alle inlichtingen opvragen die haar toelaten over te gaan tot een evaluatie van de werkelijke uitvoering van de overeenkomst.

§ 2. De Executieve behoudt zich het recht voor haar steun aan elk project dat als te zeer verwijderd van de oorspronkelijke bedoelingen beoordeeld wordt, op te schorten of in te trekken.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1991.

Art. 11. De Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve, Minister van Ruimtelijke Ordening, Ondergeschikte Besturen en Tewerkstelling wordt belast met de uitvoering van dit besluit en met de ondertekening van overeenkomsten.

Brussel, 5 september 1991.

De Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,  
Minister van Ruimtelijke Ordening,  
Ondergeschikte Besturen en Tewerkstelling,

Ch. PICQUE

De Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt  
en Externe Betrekkingen,

J. CHABERT

De Minister van Huisvesting, Leefmilieu,  
Natuurbehoud en Waterbeleid,

G. DESIR

De Minister van Economie,

R. GRUJ

De Minister van Openbare Werken, Verkeer  
en Vernieuwing van Agedankte Bedrijfsruimten,

J.-L. THYS

F. 91 — 3263

5 SEPTEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale portant répartition du crédit complémentaire spécial aux communes en matière de propreté publique pour 1991

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'article 139;

Vu l'ordonnance du 10 janvier 1991 contenant le budget des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 1991, notamment l'allocation de base 43.27, activité 1, du programme 03 de la division 14;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 septembre 1991 relatif au crédit complémentaire spécial aux communes en matière de propreté publique;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Considérant que le crédit disponible, inscrit à l'allocation de base 43.27, activité 1 du programme 03 de la division 14 du budget des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'exercice 1991, s'élève à 250 000 000 F;

Considérant que les dix-neuf communes de la Région de Bruxelles-Capitale bénéficient d'une quote-part dans ce crédit complémentaire spécial;

Considérant qu'en aucun cas, dans le cadre de l'application de l'article 2, a) et b), de l'arrêté de l'Exécutif du 5 septembre 1991 susvisé, une commune ne peut obtenir une quote-part inférieure à celle obtenue en 1990 dans le cadre de la dotation complémentaire « Propreté publique » au Fonds des Communes; qu'en ce cas, elle peut prétendre à une quote-part égale à celle obtenue en 1990 dans ladite dotation complémentaire; que cette quote-part viendra en déduction préalable du crédit global et que, dans cette éventualité, la commune ne participera plus à la répartition telle que fixée sur base des critères évoqués à l'article 2, a) et b), précité;

Considérant que tel est le cas de la commune de Saint-Josse-ten-Node pour l'exercice 1991; que, dès lors, la quote-part lui revenant est fixée à 13 770 000 F;

Considérant que, par conséquent, le crédit à répartir entre les dix-huit autres communes s'élève à 236 230 000 F;

N. 91 — 3263

5 SEPTEMBER 1991. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve houdende verdeling van het bijkomend krediet aan de gemeenten met betrekking tot openbare reinheid voor 1991

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid op artikel 139;

Gelet op het ordonnantie van 10 januari 1991 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 1991, inzonderheid op basisallocatie 43.27, activiteit 1 van programma 03 van afdeling 14;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 5 september 1991 betreffende het bijkomend krediet aan de gemeenten met betrekking tot openbare reinheid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Overwegende dat het beschikbare krediet, ingeschreven op basisallocatie 43.27, activiteit 1 van programma 03 van afdeling 14 van de uitgavenbegroting van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest voor het dienstjaar 1991, 250 000 000 F bedraagt;

Overwegende dat de negentien gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest genieten van een aandeel in dit bijkomende krediet;

Overwegende dat, in het kader van de toepassing van artikel 2, a) en b), van bovenvermeld besluit van de Executieve van 5 september 1991, een gemeente in geen enkel geval een lager aandeel kan bekomen dan wat ze heeft ontvangen in 1990 in het kader van de bijkomende toelage « Openbare Reiniging » van het Gemeentefonds; dat ze in dit geval aanspraak kan maken op een aandeel gelijk aan dit ontvangen in 1990 in voornoemde bijkomend toelage; dat dit aandeel voorafgaandelijk zal worden afgetrokken van het globale krediet en dat, in dat geval, deze gemeente niet meer zal deelnemen aan de verdeling in het geciteerd artikel 2, a) en b);

Overwegende dat het geval is voor de gemeente Sint-Joost-ten-Node voor het dienstjaar 1991; dat, bijgevolg, het aandeel dat haar toekomt vastgesteld is op 13 770 000 F;

Overwegende dat, bijgevolg, het krediet dat moet verdeeld worden tussen de overige achttien gemeenten 236 230 000 F bedraagt;